

Publications périodiques

Comptes annuels

AL KHALJI FRANCE

Société Anonyme au capital de 104 000 000 Euros
Siège social : 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris
309 033 066 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle du 31 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

En K €uro

	Actif	31/12/2017	31/12/2016
1	Caisse, banques centrales, CCP	100 138	116 885
2	Effets publics et valeurs assimilées		
3	Créances sur les établissements de crédit & assimilés	127 908	136 685
4	Opérations avec la clientèle	775 794	1 024 475
5	Obligations et autres titres à revenu fixe	95 890	178 131
6	Actions et autres titres à revenu variable	2	2
7	Participations et autres titres détenus à long terme		
8	Parts dans les entreprises liées		
9	Crédit-bail et location avec option d'achat		
10	Location simple		
11	Immobilisations incorporelles	1 662	2 271
12	Immobilisation corporelles	2 062	2 706
13	Dotation des succursales à l'étranger		
14	Actions propres		
15	Autres actifs	2 356	1 944
16	Comptes de régularisation	1 922	1 875
	Total de l'actif	1 107 734	1 464 974

	Passif	31/12/2017	31/12/2016
1	Banques Centrales, C.C.P.		10
2	Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	367 952	336 821
3	Opérations avec la clientèle	520 149	887 680
4	Dettes représentées par un titre		
5	Autres passifs	296	323
6	Comptes de régularisation	8 778	13 835
7	Provisions	13 391	20 372
8	Dettes subordonnées	25 000	25 000
9	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	323	323
10	Capitaux propres (hors FRBG)	171 845	180 610
11	Capital souscrit	104 000	104 000
12	Primes d'émission		
13	Réserves	15 119	15 119
14	Ecart de réévaluation		
15	Provisions règlementées et subventions d'investissement		
16	Report à nouveau (+/-)	43 463	69 534
17	Résultat de l'exercice (+/-)	9 263	-8 043
	Total du passif	1 107 734	1 464 974

	Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
	Engagements donnés		
1	Engagements de financement	37 687	68 428
2	Engagements de garantie	279 678	428 727
3	Engagements sur titres		
	Engagements reçus		
4	Engagements de financement		
5	Engagements de garantie	18 287	20 847
6	Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat

	K €uro	31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
1	+ Intérêts et produits assimilés	45 034	52 286
2	- Intérêts et charges assimilées	14 834	15 745

3	+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
4	- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
5	+ Produits sur opérations de location simple		
6	- Charges sur opérations de location simple		
7	+ Revenus des titres à revenu variable		
8	+ Commissions (produits)	7 913	9 891
9	- Commissions (charges)	378	460
10	+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation	1 048	1 658
11	+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
12	+ Autres produits d'exploitation bancaire	51	15
13	- Autres charges d'exploitation bancaire		
14	Produit net bancaire	38 834	47 645
15	- Charges générales d'exploitation	16 481	16 279
16	- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immob, incorporelles et corporelles	1 189	1 288
17	Résultat brut d'exploitation	21 164	30 079
18	+/- Coût du risque	-8 170	-32 219
19	Résultat d'exploitation	12 995	-2 141
20	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-178	
21	Résultat courant avant impôt	12 816	-2 141
22	+/- Résultat exceptionnel	59	36
23	- Impôts sur les bénéfices	3 612	5 938
24	+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		
25	Résultat net	9 263	-8 043

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuve la proposition d'affecter comme suit le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 9,262,736 euros :

Affectation du résultat au 31 décembre 2017 :

Résultat net	€ 9 263 000
Réserve légale (eau)	€ - 686 000
Réserve légale (5%)	€ - 429 000
Report à nouveau	€ 8 148 000
Solde Report à nouveau (exercice 2017)	€ 33 919 000
Avant affectation (inclus différence de change)	
Solde Report à nouveau (exercice 2017)	€ 42 067 000
Après affectation (exclus différence de change)	
Distribution de dividende	
Total Report à nouveau	42 067 000 euros

L'Assemblée Générale décide de ne pas distribuer de dividendes au titre de l'exercice 2017.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende (net) par action/en euros	Dividende total distribué (en euros)
2016	6 500 000	-	-
2015	6 500 000	-	-
2014	6 500 000	-	-

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes des comptes annuels

Exercice 2017

1. Règles et méthodes comptables

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon la réglementation applicable aux Etablissements de Crédit.

La présentation est conforme aux dispositions du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes d'AL KHALIJI France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Ils intègrent les comptes de la maison mère basée à Paris et ceux des succursales situées aux Emirats Arabes Unis.

Au regard de leur indépendance par rapport à la société mère, les succursales émiraties sont qualifiées d'établissements étrangers autonomes. Les dotations réalisées

par la maison mère au bénéfice des succursales sont assimilables à un investissement net dans une activité à l'étranger. En conséquence, les écarts de conversions générés par la conversion de ces apports sont comptabilisés en capitaux propres, dans un sous compte du poste de report à nouveau.

Les écarts de conversion débiteurs (pertes latentes) viendront en diminution du bénéfice distribuable et les écarts de conversion créditeurs (gains latents) ne seront pas pris en compte dans la détermination du bénéfice distribuable.

a) Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit
- les comptes ordinaires, les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit AL KHALIJI France à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles présentées ci-après. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées :

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, AL KHALIJI France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

– Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses.

– Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise. Sont considérés comme douteux compromis, les créances douteuses de plus d'un an après leur classification en encours douteux et si le passage en perte à terme est envisagé.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AL KHALIJI France par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en

considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les montants des créances incluent les encours douteux nets des dépréciations. Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non recouvrement total ou partiel. Elles sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Les intérêts des créances douteuses lorsqu'ils sont comptabilisés en produits, font l'objet d'une dépréciation d'un montant identique. Ces dotations pour dépréciations sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et par conséquent, du produit net bancaire.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement :

La provision base portefeuille enregistrée dans nos succursales aux Emirats Arabes Unis, est calculée statistiquement sur les encours de crédits. Cette provision figure au bilan dans les provisions pour risques et charges et par conséquent est incluse dans le coût du risque.

b) Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction :

Au 31 décembre 2017, AL KHALIJI France ne détient aucun titre de transaction.

Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

– Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés – Intérêts sur titres à revenu fixe » du produit net bancaire

– Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du

26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si AL KHALIJI France dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels AL KHALIJI France dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché :

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, AL KHALIJI France détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, AL KHALIJI France utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement :

AL KHALIJI France enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres :

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AL KHALIJI France n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

c) Immobilisations

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- Siège de Paris	
- Matériels et Mobiliers	5 et 10 ans
- Agencements	10 et 15 ans
- Logiciels	3 ans
- Agences à l'étranger :	3 à 5 ans

d) Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes à terme, comptes d'épargne pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

e) Provisions

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Engagements en matière de retraite : il a été constitué par le siège de Paris une provision pour charges de primes de départ en retraite. Leur montant a fait l'objet d'une évaluation de € 191.192. Dans nos agences des Emirats, les indemnités de fin de service sont provisionnées pour un montant de € 3.009.908. Pour le siège de Paris ainsi que pour les agences E.A.U le calcul de cette provision est établi suivant le respect des conventions collectives. La principale différence entre les deux conventions est l'ancienneté pour la prise en compte. Provision à constituer à partir de 10 ans d'ancienneté en France et 5 ans d'ancienneté aux EAU.

f) Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de AL KHALIJI France (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07. Sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07)
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07)

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement.
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.

Les seules opérations sur les instruments financiers à terme sont des opérations d'échange de taux de micro-couverture réalisées avec la maison mère AL KHALIJI Commercial Bank.

g) Opérations en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties aux cours de change en vigueur à la clôture. Un cours moyen mensuel est appliqué pour la conversion des comptes de résultat de nos agences.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payés sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation »

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, AL KHALIJI France a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences 2017

	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	623.440.644	611.471.085	1.107.734.202
Engagements donnés	88.118.358	229.247.073	317.365.431
Engagements reçus	18.287.385	-	18.287.385

Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences 2016

	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	635.773.757	947.401.215	1.464.973.501
Engagements donnés	148.054.706	349.100.071	497.154.777
Engagements reçus	20.847.292	-	20.847.292

2. Evènements significatifs de la période

Néant

3. Evènements post-clôture

Néant

4. Exemption d'établir des comptes consolidés

La société AL Khaliji France est une filiale à 99,99% de la banque Qatari AL Khaliji Commercial Bank établie à Doha, qui publie des comptes consolidés.

5. Information sur les parties liées

Les principales opérations réalisées au cours de l'exercice avec les parties liées et qui figurent au bilan au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
AL Khaliji Commercial Bank	Maison mère	Emprunt	119 535 K€

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
Qatar Holding LLC	Actionnaire Maison Mère	Dépôt à terme	88.616 K€

– Opérations avec AL Khaliji Commercial Bank au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31/12/2016 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	10 056	2 887
Sur les établissements de crédit et institutions financières	10 056	2 887
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	119 535	65 171
Sur les établissements de crédits et institutions financières	119 535	65 171
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	3 521	0
Autres engagements donnés	3 521	

– Opérations avec Qatar Holding LLC au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31/12/2016 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances		
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		

Dettes	113.616	124 588
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle	88 616	99.588
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	25 000	25 000
Engagements donnés	0	0
Autres engagements donnés		

6. Proposition d'affectation du résultat

Données en milliers d'euros

Bénéfice net exercice 2017	9.263
Affectation à la réserve pour agences EAU	686
Affectation à la réserve légale Paris (5%)	429
Affectation en Report à Nouveau	8.148
Montant total des sommes affectées	9.263
Distribution de Dividendes	Néant
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) avant affectation	33.919
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) après affectation	42.067

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

Au 31 décembre 2017

K€uro

Actif

1 - Caisse, banques centrales, CCP	2017	2016
Caisse	3 847	3 238
Banques centrales	96 291	113 647
	100 138	116 885

2 - Effets publics et valeurs assimilées

3 - Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2017	2016
Comptes à vue	36 604	67 915
Prêts JJ	25 932	0
Comptes à terme	65 078	68 567
Créances rattachées	294	203
Créances douteuses compromises	36	36
Créances douteuses non compromises	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-36	-36
	127 908	136 685
Durée résiduelle ≤ 3mois	92 056	89 252
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	16 676	47 433
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	19 176	
	127 908	136 685
<i>dont créances envers Al Khaliji Qatar</i>	10 056	2 887

4 - Opérations avec la clientèle	2017	2016
Créances commerciales	3 738	26 684
Crédits à la clientèle	558 174	670 502
Crédits à la clientèle Financière	48 459	117 027
Comptes à vue	130 824	199 230
Créances rattachées	3 245	3 860
Créances douteuses compromises	62 863	32 832
Créances douteuses non compromises	19 108	24 509
Créances douteuses restructurées	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-50 616	-50 169
	775 794	1 024 475

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	3 346	392			3 738		3 738	27 851
Autres concours à la clientèle	141 839	82 292	341 641	122 831	688 603	3 245	691 848	847 563

Valeurs reçues en pension livrée					0		0	0
Comptes ordinaires débiteurs	130 824				130 824		130 824	199 230
Dépréciations							-50 616	-50 169
Valeur nette au bilan	276 009	82 684	341 641	122 831	823 165	3 245	775 794	1 024 475

Les dépréciations constituées représentent une couverture de 61,75% des créances douteuses

Le montant des créances éligibles au refinancement des Banques Centrales est nul au 31 décembre 2017

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2017 s'élève à M€ 23,335 contre 49,119 M€ en 2016

Garanties sur encours	2017	2016
Dépôts de garanties sur découverts	90 340	128 419
Nantissements de titres sur découverts	0	0

Répartition des emplois clientèle par pays (hors créances rattachées)	2017	2016
Europe	17%	10%
GCC	74%	82%
Autres	9%	8%

5 - Titres	2017	2016
Titres cotés		
- émis par org.publ.& établissement de crédit	95 537	177 632
- émetteurs autres	2	2
Créances rattachées	353	499
Provision pour Dépréciation	0	0
	95 892	178 133
Durée résiduelle ≤ 3mois	52 573	106 860
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	13 030	29 576
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	30 289	41 697
Durée résiduelle > 5 ans	0	
	95 892	178 133
Obligations & autres titres		

Soldes en début d'exercice	2017
	178 133
Acquisitions	65 204
Sorties	-147 529
Différence de change	84
Soldes en fin d'exercice	95 892

	2017	2016
Primes et Décotes sur Obligations		
Primes	430	629
Décotes	3	3

5.1 - Titres d'Investissements

Code ISIN	Titres d'investissements	Pays	Devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur nette comptable 31 décembre 2015	MtM 31 décembre 2015	Plus-Values Moins Values Latentes
XS0987063566	Banque	Qatar	Usd	29-juil.-14	31-oct.-18	4 186	4 159	-27
XS1575854010	Banque	Eau	Usd	10-avr.-17	07-mars-22	4 249	4 232	-17
XS1575854010	Banque	Eau	Usd	17-mars-17	07-mars-22	4 180	4 232	52
XS0981184541	Gouvernement	Eau	Usd	28-oct.-13	21-oct.-18	4 176	4 200	24
XS0981184541	Gouvernement	Eau	Usd	28-oct.-13	21-oct.-18	1 670	1 680	10
XS0981184541	Gouvernement	Eau	Usd	29-oct.-13	21-oct.-18	2 506	2 520	14
XS0640032594	Gouvernement	Eau	Usd	30-sept.-14	22-juin-21	4 446	4 503	57
XS0640032594	Gouvernement	Eau	Usd	06-oct.-14	22-juin-21	4 437	4 503	66
XS0546428144	Gouvernement	Eau	Usd	03-nov.-14	05-oct.-20	4 662	4 702	40
XS1613091500	Banque	Turquie	Usd	24-mai-17	19-mai-22	4 158	4 096	-62
XS1613091500	Banque	Turquie	Usd	24-mai-17	19-mai-22	4 155	4 096	-59
	Gouvernement	Liban	Lbp	27-juil.-17	26-juil.-18	492	492	0
						43 317	43 415	98

5.2 - Titres de placements

Titres de placements	Pays	Devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur d'achat	Valeur de marché	Plus-Values Moins Values
Titres à revenus fixes							
Banque Centrale	Eau	Aed	18-oct.-17	18-janv.-18	10 217	10 217	0
Banque Centrale	Eau	Aed	26-déc.-17	02-janv.-18	34 057	34 057	0
Banque Centrale	Eau	Aed	28-déc.-17	04-janv.-18	7 947	7 947	0
					52 220	52 220	0

6-Actions et autres titres à revenus variables

Titres de placements	Pays	Devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur d'achat	Valeur de marché	Plus-Values Moins Values
Autres	France	Eur	01-janv.-01		2	2	

11 - Immobilisations incorporelles

Immobilisations Incorporelles	2017	2016
Soldes en début d'exercice (VNC)	2 271	931
Acquisitions	307	2 048
Sorties	0	-10
Différence de change	-219	-5
Amortissements de la période	-697	-693
Soldes en fin d'exercice (VNC)	1 662	2 271

12 - Immobilisations corporelles

Immobilisations Corporelles	2017	2016
Soldes en début d'exercice (VNC)	2 706	2 836
Acquisitions	42	1 006
Sorties	-143	-796
Différence de change	-51	8
Amortissements de la période	-492	-348
Provisions	0	0
Soldes en fin d'exercice (VNC)	2 062	2 706
Mouvements des amortissements & provisions		
Soldes en début d'exercice	9 042	7 794
Dotations aux amortissements & provisions	1 189	1 288
Sorties d'amortissements	-132	-247
Différence de change	-762	207
Soldes en fin d'exercice	9 337	9 042

15- Autres actifs	2017	2016
Débiteurs divers	706	780
Etat acomptes IS	1 650	1 164
	2 356	1 944

16- Comptes de régularisation	2017	2016
Produits à recevoir	14	14
Charges payées d'avance	710	1 010
Autres comptes de régularisation	1 199	851
	1 922	1 875

Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements (1)	Solde au 31/12/2017
Sur opérations interbancaires et assimilées	35				35
Sur créances clientèle	50 169	25 977	-19 513	-6 017	50 616
Sur opérations sur titres	0				0
Sur valeurs immobilisées	0				0
Sur autres actifs	0				0
Total	50 204	25 977	-19 513	-6 017	50 651

(1) les autres mouvements incluent notamment les différences de change

Passif

1 - Banques centrales, CCP	2017	2016
----------------------------	------	------

Caisse		
Banques centrales		10
	0	10

2 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2017	2016
Comptes à vue	12 393	35 470
Emprunts JJ	0	0
Comptes à terme	354 966	300 940
Dettes rattachées	593	411
	367 952	336 821
Durée résiduelle ≤ 3 mois	297 086	274 387
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	70 866	15 000
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	0	47 434
	367 952	336 821
dont dettes envers Al Khaliji Qatar	119 535	65 171

3 - Opérations avec la clientèle	2017	2016
Comptes à vue	201 437	248 213
Comptes à terme	315 081	628 584
Comptes épargne	2 414	3 342
Emprunts de la Clientèle Financière	0	2 562
Dettes rattachées	1 216	4 979
	520 149	887 680
Durée résiduelle ≤ 3 mois	427 422	637 032
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	92 727	249 047
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	0	1 601
	520 149	887 680
dont dettes envers Qatar Holding LLC	88 616	99 588

Répartition des ressources clientèle par pays (hors dettes rattachées)	2017	2016
Europe	7%	4%
GCC	88%	93%
Autres	5%	3%

5 - Autres passifs	2017	2016
Créditeurs divers	296	323
	296	323

6 - Comptes de régularisation	2017	2016
Produits perçus d'avance	1 009	1 055
Charges à payer	5 303	7 515
Autres comptes de régularisation	2 466	5 265
	8 778	13 835

7- Provisions

(en milliers d'euro)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements (3)	Solde au 31/12/2017
Provisions pour engagements sociaux	5 298	830	-1 916		-585	3 626
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	0					0
Provisions pour litiges fiscaux (1)	0					0
Provisions pour autres litiges	0	36				36
Provisions pour risques de crédit (2)	14 804			-3 617	-1 579	9 608
Autres provisions	270	121	-176	-94		121
Valeur au bilan	20 372	987	-2 092	-3 711	-2 165	13 391

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective

(3) Les autres mouvements incluent notamment les différences de change de la période

8 - Dettes subordonnées	2017	2016
Emprunt subordonné	25 000	25 000
	25 000	25 000

Emprunt de K€ 25.000 à durée indéterminée auprès de Qatar Holding LLC,

La créance du Prêteur sur l'Emprunteur est subordonnée aux créances détenues par les autres créanciers sur l'Emprunteur,

L'emprunt est rémunéré au taux de l'Eonia mensuel.

9 - Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2017	2016
--	------	------

Provision pour risques bancaires généraux	323	323
	323	323
10 - Capitaux propres hors FRBG	2017	2016
Capital	104 000	104 000
Réserves légales (Paris)	15 119	15 119
Report à nouveau	43 463	69 534
Résultat de l'exercice	9 263	-8 043
	171 845	180 610
11 - Capital souscrit	2017	2016
Actionnariat : AL KHALJI COMMERCIAL BANK : 100%	104 000	104 000
Capital constitué de 6.500.000 actions d'une valeur nominale de € 16		
13 - Réserves	2017	2016
Réserves légales (Paris)	4 606	4 606
Réserves générales (Émirats)	10 513	10 513
	15 119	15 119
16 - Report à nouveau	2017	2016
Report à nouveau	43 463	69 534
dont écart de conversion	9 543	27 571
	43 463	69 534
17- Résultat de l'exercice	2017	2016
Chiffre d'affaires	54 380	64 354
Produits net bancaire	38 834	47 645
Résultat brut d'exploitation	21 164	30 079
Résultat net avant impôt	12 875	-2 105
Impôt sur les sociétés Paris (33,33% des bénéfices)	1 881	1 319
Paris (taxe 3% sur les dividendes)	0	0
Émirats (20% des bénéfices)	1 732	4 619
Résultat net	9 263	-8 043

Le chiffre d'affaire est composé des :

- Intérêts et produits assimilés
- Commissions (produits)
- Gains sur opérations des portefeuilles de négociation
- Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés
- Autres produits d'exploitation bancaire

Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A. U	Report à nouveau
Exercice 2016	-8 043	0	0	-8 043

Répartition du bilan par devises

en milliers d'euros	Qar Eur'000	Eur Eur'000	Usd Eur'000	Aed Eur'000	Other Eur'000	Total Eur'000
Actif	48	209 349	398 706	468 411	31 220	1 107 734
Passif	165	288 693	399 248	388 480	31 148	1 107 734

Hors bilan

Engagements donnés

1 - Engagements de financement	2017	2016
Engagements de financement en faveur de la clientèle	37 687	68 428
	37 687	68 428
2 - Engagements de garantie	2017	2016
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	47 598	102 878
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	232 080	325 849
	279 678	428 727

Engagements reçus

5 - Engagements de garantie	2017	2016
------------------------------------	-------------	-------------

Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	18 287	20 847
	18 287	20 847
Instruments financiers à terme	Nbre d'Opérations	Notionnel
Swaps de taux Micro couverture avec Maison Mère	4	30 008
Compte de résultat		
1 - Intérêts et produits assimilés	2017	2016
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	3 339	2 755
Intérêts sur opérations avec la clientèle	38 753	46 542
Intérêts sur titres à revenu fixe	2 942	2 989
	45 034	52 286
2 - Intérêts et charges assimilées	2017	2016
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	4 978	3 279
Intérêts sur opérations avec la clientèle	9 407	11 837
Intérêts sur titres à revenu fixe	449	629
Intérêts sur dettes subordonnées	14 834	15 745
8- Commissions (produits)	2017	2016
Commissions crédit clientèle	1 905	2 627
Commissions hors bilan	3 802	5 275
Commissions services bancaires	2 206	1 989
	7 913	9 891
<i>Commissions de financement (K€ 520) et de garanties reçues (K€3,257) sont reprises sur la ligne opérations de Hors bilan</i>		
9 - Commissions (charges)	2017	2016
Commissions services bancaires	378	460
	378	460
10 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2017	2016
Gains sur opérations de change	1 048	1 658
	1 048	1 658
12 - Autres produits d'exploitation bancaire	2017	2016
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	51	15
Autres produits	0	0
	51	15
14 - Produit net bancaire	2017	2016
Intérêts & assimilés		
- Produits	45 034	52 286
- Charges	-14 834	-15 745
Commissions		
- Produits	7 913	9 891
- Charges	-378	-460
Opérations financières		
- Solde des opérations de négociation	1 048	1 658
- Solde des opérations sur titres de placements	0	0
Autres opérations bancaires		
- Produits	51	15
	38 834	47 645
Produit net bancaire des AGENCES EMIRATS	27 252	35 720
Produit net bancaire Al Khaliji France	11 582	11 925
(Après neutralisation des intercos K€ 349)		
Produit net bancaire	38 834	47 645
15- Charges générales d'exploitation	2017	2016
Frais de personnel	10 759	10 980
Impôts et taxes	1 030	839
Loyers & charges locatives	1 742	1 538
Honoraires & assistance	1 121	627
Entretien & maintenance	418	607

Autres charges	1 412	1 689
	16 481	16 279

En 2017 le poste Impôts et taxes a été augmenté de la contribution FRU € 428,569 contre €268,099 en 2016. La contribution aux frais de contrôle versée à l'ACPR est de €72,969 contre €75,025 en 2016. Les frais de supervision à la BCE de €16,428 en 2017 contre €23,580 en 2016.

Détail des frais de personnel et effectif moyen		
Salaires et traitements	9 161	9 193
Charges sociales	1 492	1 659
Impôts et taxes sur rémunérations	106	128
	10 759	10 980
dont charges de retraite	570	738

Rémunérations allouées aux dirigeants

Éléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Effectif moyen		
Cadres & Hors classe	35	33
Techniciens	83	94
Total	118	127
Paris	33	33
Emirats	85	94
Total	118	127

16 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2017	2016
Amortissements immobilisations incorporelles	697	703
Amortissements immobilisations corporelles	492	585
	1 189	1 288

18 - Coût du risque	2017	2016
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-18 782	-32 457
Pertes sur créances douteuses couvertes	-9 656	-2 813
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes	0	0
Dotation provision base portefeuille,	0	0
Reprise provision base portefeuille,	3 617	0
Reprises de provisions sur créances douteuses	16 652	2 813
Récupérations sur créances douteuses	0	238
	-8 170	-32 219

20 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2017	2016
+/- value sur sorties immobilisations incorporelles	0	0
+/- value sur sorties immobilisations corporelles	-178	0
	-178	0

22 - Résultat exceptionnel	2017	2016
Produits		
- Prorata TVA	35	25
- Autres	23	11
Charges		
- Prorata TVA	0	0
- Autres	1	0
	59	36

23 - Impôt sur les bénéfices	2017	2016
Impôt sur les bénéfices de Paris	1880	1319
Impôt sur les bénéfices des Agences EAU	1 732	4 619
Taxe sur les dividendes distribués	0	0
	3 612	5 938

Pour le siège de Paris il ressort un bénéfice comptable avant Impôt de K€ 5,200. Après les diverses déductions et réintégrations le résultat fiscal sur lequel l'impôt a été calculé s'élève à K€ 5,570. Trois des agences aux E.A.U. sont imposées au taux de 20%.

26 - Variation des capitaux propres (hors FRBG)

	Capital	Réserve légale	Report à nouveau	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des Capitaux Propres	Dividendes versés sur l'exercice
Solde d'ouverture avant affectation	104 000	15 119	41 963	27 572	-8 043	180 610	

Augmentation capital							
Affectation en réserves			-8 043		8 043	0	
Résultat de l'exercice					9 263	9 263	
Dividendes versés							
Variation des écarts de conversion				-18 029		-18 028	
Solde de clôture	104 000	15 119	33 920	9 543	9 263	171 845	

27 - Informations relatives aux implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017

I Khaliji France S.A. UAE Branches

Nom	Al Khaliji (France) S. A	Al Khaliji France - S. A	Al Khaliji (France) S. A	Al Khaliji (France) S. A	Total
Nature de l'activité	Banque	Banque	Banque	Banque	
Localisation géographique	Dubai - Emirats Arabes Unis	Abu Dhabi - Emirats Arabes Unis	Sharjah - Emirats Arabes Unis	Ras Al Khaimah - Emirats Arabes Unis	
Effectif à temps plein	52	10	6	6	74
Produit Net Bancaire (en K€)	11 574	11 767	1 769	2 142	27 252
Chiffre d'Affaires (en K€)	17 547	13 788	2 951	2 962	37 248
Résultat net (en K€)	9 597	4 319	-8 267	294	5 943
Impôts sur les bénéfices (en K€)	-352	1 645	439	0	1 732
Subventions publiques (en K€)	0	0	0	0	0

Honoraires

(en milliers d'euros)	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	DELOITTE & Associés (Paris)	75	67%	ERNST & YOUNG et Autres (Paris)	75	33%
	DELOITTE & Associés (UAE)	74				
Total		149			75	

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Al Khaliji France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Al Khaliji France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

<p>Dans le cadre de ses activités de financement, la société Al Khaliqi France est exposée au risque de crédit.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, s'il existe, une indication objective de dégradation du risque de crédit, une dépréciation individuelle est comptabilisée.</p> <p>Au 31 décembre 2017, le montant total des prêts s'élève à 826,4 millions d'euros et les dépréciations atteignent un total de 50,6 millions d'euros.</p> <p>La place donnée au jugement de la direction dans l'estimation des dépréciations pour risque de crédit se caractérise par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attribution de notes internes, qui déclenche ou non le déclassement des encours ; - le calcul de la dépréciation des encours déclassés. <p>Compte tenu du fait que ce jugement est susceptible d'avoir un effet significatif sur les montants des dépréciations, nous avons considéré que le risque de crédit était un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons examiné les processus et les contrôles associés à l'attribution des notes internes relatives aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures d'estimation des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pris connaissance du processus d'identification des encours présentant un risque de défaut avéré et de modalités de déclassement en encours douteux. - pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations - analysé un échantillon de dossiers de crédits afin d'examiner la documentation de la note de crédit déterminée par la Direction ainsi que le niveau de dépréciation retenu le cas échéant
--	--

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Al Khaliqi France par votre assemblée générale du 5 avril 2004 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 28 mai 2015 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2017, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 16 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Jean – Vincent Coustel

ERNST & YOUNG Audit
Hassan Baaj

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de AL KHALJI France, sis au 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris.